

Faire du 18 mars une journée de grève interprofessionnelle

Extraits du discours de JC Mailly au meeting du 29 janvier 2014

« Mes chers camarades,

Notre liberté de comportement, notre indépendance, la continuité de nos analyses et positions, nos engagements pour la République, pour la politique industrielle, pour la négociation, pour le service public républicain forment un tout.

Et ce tout, ainsi que notre travail militant sur le terrain, font que nous nous développons et obtenons de bons résultats électoraux. Des syndicats notamment autonomes, nous rejoignent.

Dans la même logique, conformément à cette conception, pendant les campagnes électorales qui s'annoncent, FO ne donnera aucune consigne de vote et si des camarades FO font campagne ou se présentent, il est indispensable qu'ils remettent leur mandat et n'utilisent pas le sigle FO et qu'ils ne fassent pas référence à FO à des fins électorales.

C'est une question de liberté et d'indépendance.

C'est une question de principe.

FO, un syndicat, rien qu'un syndicat.

Oui, un syndicat militant et pas un syndicat institutionnel.

Oui, un contrepoids, pas un contrepouvoir.

Oui, l'intérêt des salariés et non pas l'intérêt général.

Un syndicat libre et indépendant, pas prêt à se faire anesthésier à coup d'unicité nationale ou syndicale, pas prêt à se faire instrumentaliser mais toujours prêt à l'action commune sur des bases claires.

Un syndicat où l'idéologie ne l'emporte pas sur le réalisme et le pragmatisme mais se complètent, cela s'appelle le réformisme militant.

Vous l'avez constaté tout au long de mon discours les urgences sont nombreuses et des solutions et des traitements de ces urgences sont à trouver et à organiser.

Face à la situation, aux revendications et attentes en matière de salaires, d'emploi, de sécurité sociale, de service public républicain **nous ne pouvons pas rester l'arme aux pieds.**

Nous savons tous que les mobilisations interprofessionnelles ne s'improvisent pas, que les travailleurs peuvent hésiter, même si le mécontentement est profond. Mais il est aussi de notre responsabilité de leur donner des perspectives, de conjuguer la solidarité public/privé, de peser sur les événements, d'exprimer clairement le rapport de force.

J'évoquais tout à l'heure les risques qui pèsent sur la sécurité sociale. Ces risques, les personnels les vivent déjà sur leurs salaires, leurs conditions de travail, leurs emplois. Ce n'est pas un hasard mais une nécessité si les 5 fédérations des personnels, dont FORCE OUVRIERE, les appellent à la grève le 18 mars prochain.

Ils ont raison, la sécurité sociale, celle des anciens, celle d'aujourd'hui et celle à garantir demain, mérite bien une grève.

Mais au-delà de la sécurité sociale, ce que vous dites, ce que les salariés du public et du privé disent, tout ce que j'entends dans les visites d'entreprises ou d'administrations, c'est :

nous voulons des augmentations de salaires, nous voulons des créations d'emplois en CDI ou statutaires, nous voulons de vrais services publics républicains ; Emploi, salaires, services publics, sécurité sociale, voilà mes chers camarades, ce que nous devons revendiquer, ce que nous devons défendre, ce que nous devons exiger.

Aujourd'hui, ça grogne.

Aujourd'hui, le changement est attendu.

Aujourd'hui, je l'ai déjà dit, la France est comme un volcan. Notre rôle, c'est aussi, une fois les revendications définies, de mettre en place les conditions pour obtenir satisfaction.

Nous savons toutes et tous que rien ne nous sera donné, que tout devra être arraché. Cela passe certes par la négociation, mais aussi par l'action, deux faces complémentaires du rapport de force.

C'est pourquoi, en ce 29 janvier 2014, au nom de la commission exécutive confédérale unanime, nous avons décidé de faire du 18 mars une journée de rassemblements et manifestations. Et nous sommes prêts à le faire avec d'autres organisations syndicales partageant les mêmes préoccupations.

Et je m'adresse aux autres syndicats aussi pour faire de ce 18 mars une journée de grève interprofessionnelle.

A FORCE OUVRIERE, nous y sommes prêts.

A FORCE OUVRIERE, nous sommes déterminés.

A FORCE OUVRIERE, nous en avons déjà le mandat.

Lors de ses vœux, le président de la République a expliqué que, je le cite : « s'il n'y a pas de risque, il n'y a pas de possibilité de gain, de victoire et de réussite.

Le risque, a-t-il ajouté, il s'appelle le mouvement, il doit être collectif ». Alors oui, mes camarades, nous n'avons pas la même vision du risque et du mouvement collectif.

Pour nous le mouvement collectif ce n'est pas un pacte austère d'unité nationale, mais l'action par la grève, les manifestations et les rassemblements. C'est-à-dire l'expression libre et volontaire de ce que je continue à appeler la classe ouvrière. Celle dont Pierre Mauroy disait déjà, après les élections présidentielles de 2002, qu'elle avait été oubliée. Alors mes chers camarades, repartez la tête haute, fiers de prendre nos responsabilités, montrez que vous voulez un vrai changement, exigez d'être respectés, allez convaincre vos collègues. Vive le syndicalisme libre et indépendant et préparons tous le mouvement du 18 mars !

Je vous remercie. »